



Financé par
l'Union européenne
Aide humanitaire
et Protection civile



UKaid
from the British people



Rapport d'Evaluation Rapide de Protection

Site d'Agando, commune de Tillia, département de Tillia – du 04/07 au 05/07/2018

Date de mise à jour/De l'Evaluation Rapide de Protection (ERP)	05/07/2018
Localité affectée	Agando
Coordonnées GPS	N 15.66838889 ; E 4.229805556
Déclencheur de l'ERP	Mouvements de populations causés par le conflit intercommunautaire en cours entre les Touaregs et Peulhs au nord Mali.
Méthodologie	Focus groups avec les hommes, femmes et enfants
MSA effectuée	19/06/2018 au 22/06/2018
Thèmes documentés	Protection générale, protection de personnes à besoins spécifiques, protection de l'enfant et protection contre les VBG

1. Aperçu de la situation:

Les populations déplacées actuellement à Agando sont en majorité des Peulhs, en provenance des localités de Tamalèt, Adaramboukan, Etambaou, Egadé, N'chinanen, Aguaguey, Moni, Eghazer aghane et N'nabala - toutes des localités maliennes du département de Menaka. Selon des estimations des leaders communautaires, ces populations sont constituées de 914 ménages Peulhs réfugiés, 49 ménages Peulhs retournés, 155 ménages Touaregs réfugiés, 15 ménages Haoussa retournés, et 5 ménages Arabes réfugiés, soit une population d'environ 8000 personnes qui viennent s'ajouter à une population hôte estimée à 295 ménages Touaregs (soit environ 2065 personnes) dans la zone. La population déplacée est composée de 57% d'enfants, 28% de femmes et 8% d'hommes. 93% de ces ménages sont des réfugiés (avec 3% d'enfants, 2% de femmes et 2% d'hommes), et 7% sont des ménages de retournés (dont 49% d'enfants, 29% de femmes et 28% d'hommes). Toutes ces populations ont fui la situation d'insécurité qui sévit dans la partie frontalière du Niger avec le Mali. Selon les populations enquêtées, il s'agit des conflits communautaires entre les Peulhs et Touaregs Daousahak appuyés par le groupe armé Mouvement du Salut de l'Azawak (MSA). La communauté des Daousahak ne s'entendait pas avec les autres communautés depuis deux ans. Ce conflit a été déclenché par un conflit intercommunautaire lié aux pâturages. Des bandits Daousahak ont volé du bétail et tué des personnes. Les autres communautés ont pris leur revanche et le conflit a dégénéré depuis lors. Les Daousahak se sont affrontés avec les autres Touaregs en 2017. Le présent choc est relatif à une attaque des Daousahak contre les Peulhs dans les localités citées ci-dessus en date du 11 avril 2018 (la première vague est arrivée le 14 avril et la dernière est arrivée le 1^{er} Juillet). Ces attaques répétées ont causé beaucoup de pertes en vies humaines. Selon les personnes interviewées, plus de 70 personnes ont été tuées essentiellement des hommes et des garçons, tous des Peulhs. Une vague de déplacement a été déclenchée suite aux tueries qui ont continuées avec la mort de 2 personnes lorsque certains déplacés sont retournés sur leur site d'origine. Les autres communautés (Touaregs, Haoussa et Arabe) ont fui par mesures préventives. Toutes ces communautés vivent ensemble sur le site de manière harmonieuse.

Thèmes	Description	Recommandations
Protection générale	Ces populations déplacées sont des nomades vivant de l'élevage transhumant. Ils vivaient autour des points d'eau au niveau de leurs campements respectifs (autour des localités maliennes de Tamalèt, Adaramboukan, etc...). Ces populations n'avaient pas	

d'accès aux écoles, centres de santé ni de latrines. Le seul centre de santé le plus proche des campements était celui d'Adaramboukan mais peu fréquenté par les nomades du fait de la cherté des soins selon eux. Ils ne recevaient pas de soins du CICR à Menaka car ils trouvent l'endroit trop éloigné.

Les déplacements forcés ont été effectués en vagues successives, soit à pieds, à dos d'ânes, et dans des véhicules de transport. Le voyage le plus long a duré 4 jours (de Tamalet à Agando). La plupart des déplacés Peulhs ont laissé tous leurs biens chez eux (ustensiles de cuisine, abris, couvertures, animaux...). Les autres communautés (Touaregs, Arabes et Haoussa) ont, eux aussi, dû abandonner la grande majorité de leurs biens chez eux, mais les Peulhs ont été les plus touchés.

Tous les groupes ethniques interrogés à travers les focus groups discussions déclarent que la communauté Peuhl est la plus persécutée par les Daousahak. Ils ont fait cas de quatre personnes (tous des hommes), tuées en cours de route non loin de Tamelèt sur le territoire malien le 12 avril. Une personne a également été blessée par balle et évacuée par son père au CSI de Telemcès lors de la même attaque. On note aussi trois femmes qui ont fait des avortements suite au choc et aux difficultés du voyage et 8 personnes (des hommes) enlevées en cours de route au niveau d'un puits non loin Aderamboukan (Mali) dont un mineur de 15 ans.

En plus de cela, les populations ont également connu des extorsions de biens (troupeaux d'animaux...) et des tracasseries (prélèvement d'impôts et contrôle des pièces d'identité). D'après les dire de ces populations, ce sont les Daousahak qui prélèvent une forme d'impôt (de l'argent) parce qu'ils se substituent à l'Etat dans la zone Menaka-Kidal (Mali). Ils demandent aussi les pièces d'identité pour vérifier l'ethnie.

Aucun incident ne leur est arrivé sur le territoire Nigérien.

En ce qui concerne le choix du site d'installation, les populations ont opté pour le site d'Agando pour des raisons sécuritaires du fait de la présence d'une garnison militaire. Toutes les communautés, Touaregs, Peulhs, Haoussa et Arabes, vivent ensemble sur le site. Elles ont avancé les mêmes raisons pour le choix du site car elles craignent les gens du Mouvement du Salut de l'Azawak qui font leur « loi » dans leur zone d'origine au Mali. Elles ont été bien accueillies par les populations hôtes et les responsables des Forces de Défenses de Sécurité (FDS). Elles vivent en parfaite harmonie avec les populations hôtes. Les populations déplacées ont accès aux deux sources d'eaux dont les bornes fontaines où l'eau est payante (20FCFA le bidon de 25L) et le puits cimenté dont l'eau n'est pas potable mais destinée à l'abreuvement des animaux. Certains déplacés sont obligés de consommer l'eau du puits par

	<p>manque de moyens et en cas de panne du forage. Certains déplacés ont du bétail avec eux et utilisent ce même puits pour l'abreuver.</p> <p>Les leaders communautaires ont affirmé que leur retour au Mali est conditionné par l'installation définitive de la paix. Pour le moment, les populations déplacées qui disent se sentir à l'aise et en sécurité sur le site et n'ont aucune intention d'aller ailleurs.</p>	
<p>Protection de L'Enfant</p>	<p>Les enfants des populations déplacées d'Agando ont vécu des situations difficiles dont la faim, la soif, la séparation d'avec les parents lors du voyage pour certains. Cependant, tous ont retrouvé leurs parents. Le nombre exact de ces enfants séparés temporairement n'est pas connu.</p> <p>100% des enfants sont non scolarisés du fait du manque d'écoles dans la zone d'origine mais aussi du fait de la mobilité de leurs parents. Ces derniers accordent plus d'importance à la recherche du pâturage et de points d'eau pour leurs animaux au détriment de l'éducation des enfants. En effet les parents préfèrent utiliser leurs enfants pour des travaux comme la conduite des animaux au pâturage, la corvée d'eau, etc. Au niveau du village d'Agando, il y a une école primaire qui compte 4 classes dont deux en matériaux définitifs pour un effectif de 127 élèves dont 60 filles. Cette école constituerait un facteur de protection pour les enfants de déplacés dont les parents expriment la volonté d'y inscrire leurs enfants pour la prochaine année scolaire. La situation de la vulnérabilité des ménages (manque de revenus économiques, manque de vivres) exposent les enfants surtout de 0 à 5 ans, au risque de malnutrition et à la mendicité auprès entre autre des FDS. Cette situation pourrait les exposer au risque de balles perdues en cas d'attaque et d'autres risques de protection.</p> <p>99% des enfants des déplacés n'ont pas de pièces d'état civil du fait de l'éloignement des services d'une part et de l'ignorance des parents d'autre part. Cette situation expose les enfants au risque d'apatridie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser sur l'importance de la scolarisation des enfants. ▪ Doter l'école d'une cantine scolaire pour maintenir les enfants à l'école et renforcer la capacité d'accueil
<p>Violences basées sur le genre</p>	<p>Pour ce qui est des violences basées sur le genre, les personnes interrogées ont affirmé que le groupe armé de Daousahak n'a pas touché aux femmes ; seuls les hommes et les biens des ménages ont été affectés.</p> <p>Au niveau des campements d'origine des déplacés, les cas des VBG (conflits conjugaux) sont gérés par les parents ou les leaders communautaires. Le mariage précoce fait partie des coutumes de la communauté Peulh. En effet les filles sont mariées dès l'âge de 12 à 14 ans. Le groupe de discussion des filles a fait cas de 4 filles âgées de 14 à 15 ans en voie d'être mariées.</p> <p>Il faut retenir que sur le site, un (1) cas d'agression physique et un (1) autre cas de violence psychologique ont été gérés par les leaders communautaires depuis le déplacement. Ces leaders n'ont pas de formation pour gérer ce type de cas mais ils ont un mécanisme endogène pour résoudre ce genre de problème. Par</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les communautés sur les conséquences du mariage précoce/forcé ▪ Sensibiliser sur les conséquences des agressions sexuelles et autres types de VBG ▪ Former les FDS et des leaders communautaires sur les notions des VBG.

	<p>exemple, ces leaders communautaires donnent des conseils à l'auteur des violences pour qu'il arrête ce comportement.</p> <p>En outre, on note que la plupart des filles adolescentes est envoyée par leurs parents dans des localités de Télémcès, Eza (Abala) pour faire des travaux domestiques et la vente des beignets. Cela qui les expose au risque de prostitution et de viol.</p> <p>On note aussi que par manque d'abris, les personnes déplacées passent la nuit à l'air libre. En outre, par manque de latrine, elles attendent la nuit pour se laver et déféquer à l'air libre. Cette situation expose davantage les femmes et les filles aux risques d'agressions sexuelles.</p> <p>Certes la présence des FDS les rassure et les sécurise néanmoins le manque d'abri pourrait constituer un facteur de risque.</p> <p>Pour ce qui est des services de prise en charge des VBG, ils n'existent pas à Agando. Le service de santé le plus proche est celui d'Intikane à 50 km.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Doter les jeunes filles en kits de dignité. ▪ Former les leaders communautaires sur la prise en charge psychosociale de base et le référencement des cas
<p>Personnes à Besoins Spécifiques</p>	<p>Il y a parmi les populations déplacées plusieurs personnes à besoins spécifiques (PBS) surtout dans la communauté Peulh. En effet on a identifié les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 personnes traumatisées (1 homme, 2 femmes), - 29 personnes âgées chef de ménage (21 femmes et 8 hommes) avec enfants mineurs non biologiques à charge, - 3 personnes âgées seules (2 femmes et un homme), - 10 personnes âgées incapables de prendre soin d'elles-mêmes (7 femmes et 3 hommes), - 6 personnes avec handicaps physiques sévères (4 hommes, 1 femme et une fille) - 2 femmes avec handicaps physiques modérés, - 2 hommes avec handicap mental sévère, - 5 personnes avec handicap mental modéré (4 hommes et 1 femme) - 8 personnes avec handicap visuel (5 femmes et 3 hommes), - 2 femmes avec handicap auditif, - 2 filles de 4 et 12 ans avec altération de la parole; - 5 personnes (femmes) avec conditions médicales critiques - et 4 femmes chef de ménage avec enfants mineurs en charge. <p>Hormis les PBS identifiées par l'équipe IRC, les leaders communautaires peulhs ont notifié qu'il existe sur le site 59 femmes enceintes et 78 femmes allaitantes.</p> <p>On note aussi parmi les populations hôtes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 personnes (5 femmes et un homme) âgées vivant seules ; 	<p>Référencer les cas aux organisations prenant en charge les cas de PBS comme par exemple HI qui est à Tahoua</p>

- | | | |
|--|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none">- 4 femmes âgées chef de ménage avec enfants mineurs non biologiques;- 2 personnes âgées incapables de prendre soins d'elles-mêmes,- un (1) malade chronique (épileptique) garçon âgé de 15 ans ;- un homme avec condition médicale critique,- un (1) homme handicapé mental modéré, et une (1) femme handicapée physique sévère- 2 femmes à risque chef de ménage avec enfants mineurs. | |
|--|---|--|

2. Acteurs présents et Actions en cours :

Aucun acteur n'est présent sur le site hormis les FDS qui sécurisent la zone. Pour ce qui est des actions en cours, on note l'évaluation multisectorielle conduite par ACF, et l'identification des PBS par IRC suite à l'évaluation rapide de protection. Les deux évaluations ont été faites en utilisant les outils standardisés. Deux cas (un épileptique et un malade mental modéré tous de la population hôte) ont été référés au partenaire santé APBE de la ZAR de Intikane pour une prise en charge.

3. Recommandations principales :

- Création d'un centre de santé durable ou provision de soins de santé à travers des cliniques mobiles pour les populations d'Agando et les nouveaux déplacés
- Dotations des populations déplacées et hôtes en biens non alimentaire
- Construire des latrines au niveau du site d'installation des nouveaux déplacés pour prévenir les risques de VBG et de maladies.
- Fournir une assistance en vivres aux déplacés et aux ménages vulnérables de la population hôte.